UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
Bouaké – Côte d'Ivoire
Département des Sciences du Langage et de la Communication

REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION

Revue scientifique électronique



ISSN : 2617-7560

NUMÉRO
12
DÉCEMBRE 2026

UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
Bouaké – Côte d'Ivoire
Département des Sciences du Langage et de la Communication

REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION

Revue scientifique électronique



ISSN : 2617-7560

NUMÉRO
12
DÉCEMBRE 2026

INDEXATIONS ET RÉFÉRENCEMENTS

ADVANCED SCIENCE INDEX

https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12689

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=23413

Impact Factor 2026 : 6.969

Mir@bel

https://reseau-mirabel.info/revue/14886/RELaCOM-Revue-Langage-et-communication?s=1muc9dl

HAL

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/352725

REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION
ISSN : 2617-7560

DIRECTEUR DE PUBLICATION : PROFESSEUR N'GORAN-POAMÉ LÉA M. L.
DIRECTEUR DE RÉDACTION : PROFESSEUR JEAN-CLAUDE OULAI

COMITÉ SCIENTIFIQUE
PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. ALAIN KIYINDOU, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE
PROF. AZOUMANA OUATTARA, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. BAH HENRI, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. BLÉ RAOUL GERMAIN, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY
PROF. CLAUDE LISHOU, UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP
PROF. EDOUARD NGAMOUNTSIKA, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI
DR FRANCIS BARBEY, MCU, UNIVERSITÉ CATHOLIQUE LOMÉ
PROF. GORAN KOFFI MODESTE ARMAND, UNIVERSITÉ F. HOUPHOUËT-BOIGNY
DR JÉRÔME VALLUY, MCU, HDR, UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE
PROF. JOSEPH P. ASSI-KAUDJHIS, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. KOUAMÉ KOUAKOU, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. MAKOSSO JEAN-FÉLIX, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI
PROF. NANGA A. ANGÉLINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY
PROF. POAMÉ LAZARE MARCELIN, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. TRO DÉHO ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION
PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER
PROF. JEAN-CLAUDE OULAI
PROF. KOUAMÉ KOUAKOU
PROF. NIAMKEY AKA
DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU
DR OUMAROU BOUKARI, MCU

COMITÉ DE LECTURE
PROF. IBO LYDIE
PROF. KOFFI EHOUMAN RENÉ
DR ASTÉ N'CHO JEAN-BAPTISTE, MCU
DR IRIÉ BI TIÉ BENJAMAIN, MCU
DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU
DR N'GUESSAN ADJOUA PAMELA, MCU
DR ADJUÉ ANONKPO JULIEN
DR COULIBALY DAOUDA
DR KOUAMÉ KHAN
DR OULAI CORINNE YÉLAKAN
DR YAO KOUAKOU GUILLAUME

MARKETING & PUBLICITÉ : DR KOUAMÉ KHAN
INFOGRAPHIE / WEB MASTER : DR TOURÉ K. D. ESPÉRANCE / SANGUEN KOUAKOU
TRÉSORIÈRE : DRE AKISSI GERMAINE KOUASSI
ÉDITEUR : DSLC

TÉLÉPHONE : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)
COURRIEL : soumission@relacom-slc.org
SITE INTERNET : http://relacom-slc.org

LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :
-Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
-Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
-Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
-Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.
Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondus à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

Le Comité de Rédaction

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

I. RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande et envoyés sous format Word.

Police : Times New Roman ; Taille : 11, Interligne : Simple ou 1.0
Les caractères en majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À ce…

- Titre (**Centré**) : 15 mots maximum en majuscule gras ; Traduit aussi en anglais
- Auteur (s) (**Aligné à Droite**) : Prénoms et NOM en gras
- Institution d'Attache (**Aligné à Droite**) : Préciser ville et pays
- Adresse Électronique (**Aligné à Droite**)

- Résumé (250 mots maximum) : En Français avec cinq (5) mots-clés et en Anglais (Abstract) avec cinq (5) keywords.
- Nombre de page : minimum 08 pages, maximum 15 pages en interlignes simples.
- Marges : Haut 3 cm ; Bas 3 cm ; Gauche 3.5 cm ; Droite 3.5 cm ; Reliure 0.5 cm.
- Numérotation de pages : Chiffres arabes, en bas et au centre de la page concernée.
- Orientation : Portrait, recto
- Citations à partir de 3 lignes : Retrait de 2 cm à gauche et à droite ; Taille 10
- Références de citations : Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées
- Références bibliographiques : Selon Normes APA 7ème Éd et par ordre alphabétique. Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités.

II. NORMES EDITORIALES : APA 7ÈME ÉDITION

Pour répondre aux Normes APA 7ème Édition, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, et de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

III. RÈGLES D'ETHIQUES ET DE DÉONTOLOGIE

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

1. Anonkpo Julien ADJUÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Blay Sylvain ORO (Institut Universitaire d'Abidjan, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Communication préfectorale dans la gestion des crises de succession au pouvoir chez le peuple Tchaman dans le département d'Abidjan **10**

2. Tanoh Linda Danielle ADJÉ épse BAH (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Devenir lecteur dans *Comme un roman* de Daniel Pennac : parcours et transformations **25**

3. Amadou COULIBALY (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Les enjeux éthiques de l'engagement dans *Les Justes* d'Albert Camus : entre justice et violence **40**

4. Songui dit Salif DIARRA (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Entre vitesse et vérification : les journalistes ivoiriens face à la désinformation **54**

5. Renée Chimène Bassehonon GBOTO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Kahou Albert DJE BI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Communication publique territoriale et modernisation des services publics en Côte d'Ivoire : perceptions des usagers et enjeux de proximité dans les collectivités décentralisées **68**

6. Awa KAMATÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Mien-olai Camille Adam KOUAMÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Attia Michel AKABILÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Nomination, sémiologie et étiologie des maladies évitables par vaccination chez les mères à Odienné **84**

7. N'Da Kouassi Yannick KONAN (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
The Hypocrisy of the American Dream in Imbolo Mbue's *Behold the Dreamers* **97**

8. Paphis Cédric KROKRO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Éthique du numérique : l'engagement de la jeunesse africaine dans l'espace cybernétique **111**

9. Kouadio Patrice N'DRI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Analyse sociologique du divorce des couples musulmans à Bouaké Sokoura (Côte d'Ivoire) 122

10. Koménan Marius SOMAN (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
L'impact du marketing de placement de produit sur le comportement d'achat des consommateurs ivoiriens à l'ère des réseaux sociaux 139

11. Nangahouolo Oumar SORO (Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny, Yamoussoukro-Côte d'Ivoire)
Les réseaux sociaux numériques comme outils de mobilisation citoyenne en Côte d'Ivoire : une approche par la communication pour le développement et le changement social 150

12. Yao Kossonou Jacques TAH (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo-Côte d'Ivoire) / Nanga Désiré COULIBALY (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Médias socionumériques, langues locales ivoiriennes et inclusion sociale 163

13. Thapé Marie-Laure TOHOURI-MISSAN (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Affoué Hélène AKÉ (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Profils et trajectoires des enseignantes-chercheures de Côte d'Ivoire : l'apport des récits de vie 176

14. Kouakou Guillaume YAO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Perception exogène du branding des villes ivoiriennes post-crise : imaginaires, stigmates et écarts identitaires 187

ENTRE VITESSE ET VÉRIFICATION : LES JOURNALISTES IVOIRIENS FACE A LA DÉSINFORMATION

BETWEEN SPEED AND VERIFICATION : IVORIAN JOURNALISTS FACING DISINFORMATION

Songui dit Salif DIARRA
Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)
songuidiarras@gmail.com

Résumé
Cet article analyse la manière dont les journalistes ivoiriens perçoivent la désinformation, leur niveau de préparation et les arbitrages qu'ils opèrent entre vitesse et vérification. Il repose sur une enquête mixte combinant questionnaire et entretiens semi-directifs auprès de journalistes, de responsables de médias, d'organisations professionnelles et d'institutions.
Les résultats montrent que la désinformation constitue l'une des principales difficultés associées au numérique, dans un contexte marqué par la pression de l'immédiateté. Une part importante des journalistes interrogés ne se sent pas suffisamment outillée pour faire face aux fakes news et aux deepfakes, tandis que la formation spécifique demeure limitée. Les entretiens révèlent également une tension entre rapidité de publication et exigence de vérification, renforcée par la fragilité économique des médias. L'étude montre ainsi que le problème relève moins d'un manque de conscience des risques que d'un déficit de préparation et de moyens organisationnels.

Mots-clés : désinformation, information, immédiateté, journalisme numérique, formation,

Abstract
This article examines how Ivorian journalists perceive disinformation, how prepared they feel to address it, and how they manage the tension between speed and verification. It is based on a mixed-methods study combining a questionnaire and semi-structured interviews with journalists, media managers, professional organisations and institutional actors.
The findings show that disinformation is one of the main challenges associated with digital media, in a context shaped by the pressure of immediacy. A substantial share of the journalists interviewed do not feel sufficiently equipped to deal with fake news and deepfakes, while specific training remains limited. The interviews also reveal a tension between speed of publication and verification requirements, reinforced by the economic fragility of the media sector. The study therefore suggests that the issue stems less from a lack of awareness than from insufficient preparation and organisational resources.

Keywords : disinformation, information, immediacy, digital journalism, training

Introduction

« On publie d'abord, on corrige après. » Ces mots, prononcés par un journaliste ivoirien exerçant dans la presse en ligne, illustrent une difficulté à laquelle les professionnels de l'information sont aujourd'hui confrontés. Dans un environnement où les nouvelles circulent presque instantanément, prendre le temps de vérifier une information peut donner le sentiment de perdre du terrain face à la concurrence. Pourtant, publier rapidement ne garantit pas que l'information diffusée soit exacte. Cette tension entre rapidité et vérification ressort nettement de notre enquête menée auprès de 70 journalistes ivoiriens. Parmi eux, 61 citent les fakes news et la désinformation comme

des contraintes rencontrées dans l'exercice de leur métier. La pression de l'immédiateté est mentionnée par 57 répondants, le manque de formation par 48 et l'insuffisance des équipements par 42.

Ces résultats montrent que les journalistes sont conscients des difficultés liées à la circulation de fausses informations. Mais reconnaître un problème ne signifie pas nécessairement disposer des moyens pour y répondre. C'est précisément cette question qui retient notre attention. Comment les journalistes ivoiriens font-ils face à la désinformation dans leur pratique quotidienne ? Dans quelle mesure leur formation et leurs conditions de travail leur permettent-elles de vérifier les informations avant leur publication ? Ces interrogations méritent d'être examinées à partir de l'expérience des professionnels eux-mêmes. En Afrique de l'Ouest, plusieurs travaux se sont intéressés à la circulation de la désinformation, au rôle des plateformes numériques dans sa diffusion ainsi qu'aux initiatives de vérification des faits. Les recherches de N'Guessan et Kouacou (2023, p.521), comme celles de Bineau-Frampton et al. (2025), ont notamment mis en évidence l'imbrication entre désinformation et rumeurs dans les écosystèmes médiatiques de la sous-région. Ces études soulignent également l'importance croissante des dispositifs de fact-checking dans la lutte contre les contenus faux ou trompeurs, particulièrement dans des contextes marqués par l'instabilité politique, les tensions sociales et une forte circulation de l'information sur les réseaux sociaux (Bineau-Frampton et al., 2025, p.46). En revanche, les recherches qui s'attachent directement à comprendre ce que vivent les journalistes lorsqu'ils doivent décider de publier une information, parfois dans l'urgence, semblent encore relativement peu nombreuses.

Il convient toutefois de préciser ce que nous entendons ici par désinformation. Wardle et Derakhshan (2017, p.20) établissent une distinction entre trois formes de désordre informationnel. La désinformation désigne la production et la diffusion intentionnelles d'informations fausses dans le but de nuire. La mésinformation correspond à la circulation d'informations fausses sans intention de nuire, tandis que la malinformation renvoie à l'utilisation d'informations authentiques pour porter préjudice, notamment en les sortant de leur contexte. Cette distinction est importante pour comprendre les différentes formes que peuvent prendre les dérives informationnelles. Toutefois, dans notre questionnaire, les expressions « fake news » et « désinformation » ont été employées dans leur acception courante, sans demander aux répondants de distinguer ces différentes situations. Nous les utilisons donc dans le sens général retenu au cours de l'enquête, tout en tenant compte de cette limite dans l'interprétation des résultats.

En Côte d'Ivoire, ces transformations touchent un secteur dont les difficultés sont bien antérieures à l'arrivée du numérique. La libéralisation de la presse, engagée dans les années 1990, a favorisé l'apparition de nombreux titres et contribué à la diversification de l'offre d'information. Cette évolution s'est également accompagnée d'une forte politisation du paysage médiatique. Frère (2020) souligne ainsi le dynamisme de la presse ivoirienne, mais aussi les profondes divisions qui la traversent. Sur le plan économique, les entreprises de presse ont longtemps évolué dans un marché publicitaire limité, avec des ressources souvent insuffisantes pour assurer leur stabilité. Cette fragilité a eu des conséquences sur les conditions d'exercice du métier. Une étude portant sur la formation des journalistes ivoiriens entre 1990 et 2005 relevait déjà que nombre d'entre eux avaient intégré la profession sans formation spécialisée et acquis leurs compétences directement sur le terrain.

Pour autant, la profession ne manque pas de structures d'encadrement. L'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI), créée en 1991, et l'Observatoire de la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie (OLPED), mis en place en 1995, participent à l'organisation et à l'autorégulation du secteur. À leurs côtés, l'Autorité nationale de la presse (ANP) et la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA) interviennent dans la régulation des activités médiatiques, conformément aux

lois n° 2017-867 et n° 2017-868 du 27 décembre 2017. Avec la progression des usages numériques, de nouvelles initiatives consacrées à la vérification de l'information ont également vu le jour. C'est notamment le cas d'IvoireCheck, portée par des acteurs de la presse en ligne réunis au sein du REPPRELCI (Ibitowa, 2022, p. 175), ainsi que du projet régional BLOC Anti-Fake, présenté à Abidjan en 2025 (Abidjan.net, 2025). Ces initiatives témoignent d'une volonté de répondre aux défis de la désinformation. Leur existence ne permet cependant pas, à elle seule, de savoir dans quelle mesure les journalistes disposent des compétences et des ressources nécessaires pour vérifier les contenus auxquels ils sont confrontés.

La situation actuelle ne peut donc pas être expliquée uniquement par l'apparition des plateformes numériques. Celles-ci ont profondément modifié les conditions de production et de diffusion de l'information, mais elles s'inscrivent dans un environnement professionnel déjà marqué par des difficultés économiques, matérielles et organisationnelles. La rapidité avec laquelle les contenus circulent impose désormais aux journalistes de nouvelles exigences, alors même que les moyens dont ils disposent pour y répondre n'évoluent pas toujours au même rythme.

Cette réalité peut être éclairée par les travaux consacrés à l'identité et aux pratiques professionnelles des journalistes. Pour Deuze (2005, p.450), le journalisme repose sur un ensemble de valeurs partagées, parmi lesquelles figurent le service public, l'objectivité, l'autonomie, l'immédiateté et l'éthique. Or, dans les rédactions, ces valeurs ne sont pas toujours faciles à concilier. Le souci d'informer rapidement peut entrer en contradiction avec l'obligation de vérifier les faits. Degand (2011) montre justement comment l'immédiateté transforme les habitudes de travail et le rapport des journalistes au temps. Mercier et Pignard-Cheynel (2014, p.5) rendent également compte des changements que le numérique introduit dans l'exercice de la profession. Ces travaux permettent de comprendre pourquoi la vérification, pourtant essentielle à la crédibilité journalistique, peut devenir difficile lorsque la publication rapide s'impose comme une exigence quotidienne.

La question des compétences mérite, elle aussi, une attention particulière. Les travaux de Perriault (1989) et de Proulx (2005, p.7) sur les usages des technologies rappellent qu'utiliser un outil ne signifie pas nécessairement en maîtriser toutes les possibilités. Appliquée au journalisme, cette distinction invite à s'interroger sur la formation reçue par les professionnels, mais aussi sur leur capacité à mobiliser concrètement les outils numériques dans leur travail de vérification. À cela s'ajoute une autre évolution : les journalistes ne sont plus les seuls à produire et à diffuser des informations auprès du public. Les réseaux socionumériques ont favorisé l'émergence de nouveaux acteurs, dont certains disposent d'audiences importantes sans appartenir à la profession. Cette évolution rejoint les analyses de Ruellan (2007, p.27), qui montre que les frontières du journalisme ne sont jamais définitivement établies, mais se redéfinissent au fil des transformations du métier.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre recherche. Elle cherche à comprendre comment les journalistes ivoiriens perçoivent la désinformation, dans quelle mesure ils se considèrent préparés à y faire face et comment ils vivent la tension entre la nécessité de publier rapidement et l'exigence de vérification. Notre réflexion repose sur trois propositions. Nous considérons d'abord que la désinformation occupe une place importante parmi les difficultés rencontrées par les journalistes. Nous supposons ensuite que cette prise de conscience ne s'accompagne pas toujours d'une préparation suffisante, notamment en matière de formation, d'équipement et d'organisation du travail. Enfin, nous formulons une troisième hypothèse, plus délicate : les journalistes ont tendance à se présenter comme des victimes de la désinformation plutôt que comme des acteurs de sa circulation, alors que leurs propres récits laissent voir des pratiques de publication qui engagent leur responsabilité. Nous la mettons à l'épreuve de deux façons. Dans le questionnaire, elle se vérifie si la part des répondants qui se disent victimes, au moins

en partie, dépasse nettement celle des répondants qui se disent acteurs, au moins en partie, c'est-à-dire si leurs intervalles de confiance à 95 % ne se chevauchent pas. Dans les entretiens, elle se vérifie si des récits de publication rapide, sans vérification complète, viennent contredire cette image de victime.

Pour examiner ces propositions, nous nous appuyons sur une enquête associant un questionnaire administré à 70 journalistes ivoiriens et des entretiens semi-directifs avec des acteurs du secteur des médias. L'article présente d'abord la démarche méthodologique adoptée, avant d'exposer les principaux résultats de l'enquête. Leur discussion permettra ensuite de revenir sur les difficultés rencontrées par les journalistes, les limites de leur préparation et les conditions dans lesquelles ils prennent leurs décisions de publication. Nous chercherons enfin à dégager quelques pistes de réflexion pour la formation des professionnels et l'amélioration des pratiques de vérification au sein des rédactions.

1. Méthodes

1.1 Terrain et échantillon

Cette recherche repose sur une enquête menée en Côte d'Ivoire, principalement à Abidjan, auprès de professionnels des médias. Le choix de ce terrain répond à notre volonté de mieux comprendre la manière dont les journalistes ivoiriens vivent les transformations de leur métier, notamment face à la circulation de fausses informations et à la pression croissante de l'immédiateté.

Pour constituer notre échantillon, nous avons retenu une démarche non probabiliste, associant le choix raisonné et la méthode des quotas. Le choix raisonné permet de sélectionner des personnes dont l'expérience professionnelle est susceptible d'apporter des informations pertinentes sur le phénomène étudié (Deslauriers et Kérisit, 1997, p.90). La méthode des quotas vise, quant à elle, à assurer une certaine diversité des profils en tenant compte du type de média dans lequel exercent les journalistes (Ghiglione et Matalon, 1998, p.78). Cette démarche nous a permis d'intégrer des professionnels issus de plusieurs catégories de médias, sans prétendre constituer un échantillon statistiquement représentatif de l'ensemble des journalistes ivoiriens.

L'enquête par questionnaire a porté sur 70 journalistes. Au départ, nous avions prévu d'interroger 18 journalistes de presse écrite, 17 de radio, 18 de télévision et 17 de presse en ligne. La répartition obtenue diffère toutefois de ces prévisions. Les réponses recueillies proviennent de 12 journalistes de presse écrite, 18 de radio, 14 de télévision, 22 de presse en ligne et 4 répondants appartenant à d'autres catégories de médias. Cette différence entre les quotas initialement envisagés et la composition finale de l'échantillon doit être prise en compte dans la lecture des résultats.

Les participants présentent également des parcours professionnels variés. Parmi les 70 répondants, 22 sont des femmes, soit 31,4 % de l'échantillon. En ce qui concerne l'expérience professionnelle, 21 journalistes exercent depuis moins de cinq ans, 26 comptent entre cinq et dix ans d'ancienneté et 23 travaillent dans le secteur depuis plus de dix ans. Par ailleurs, 61 répondants se déclarent journalistes professionnels et 49 exercent dans des médias privés. Cette diversité permet de recueillir des points de vue issus de plusieurs environnements de travail et de différents niveaux d'expérience.

Le questionnaire a été complété par une enquête qualitative fondée sur six entretiens semi-directifs, réalisés de juin à août 2024. Quatre d'entre eux ont été menés auprès de journalistes de la presse écrite, de la radio, de la télévision et de la presse en ligne ; les deux autres auprès d'un responsable d'organisation professionnelle de journalistes et d'un acteur institutionnel (tableau 1). Chaque entretien a duré entre 38 et 58 minutes, soit environ 47 minutes en moyenne et un peu plus de quatre heures et demie de matériau au total. Ces échanges apportent un éclairage complémentaire sur les résultats du questionnaire. Ils permettent notamment de mieux comprendre les contraintes

professionnelles évoquées par les répondants et les difficultés rencontrées dans la vérification des informations.

Tableau 1. Entretiens semi-directifs : fonction, type de média, thématiques et durée

Fonction	Types de médias	Thématiques abordées lors des entretiens	Durée
Journaliste de presse écrite	**Presse écrite**	- Crédibilité de l'information et pratiques de vérification. - Pression de l'immédiateté et arbitrages entre rapidité, éthique et audience. - Evolution des compétences et besoin de formations des journalistes. - Contraintes économiques et organisationnelles des médias. - Identité professionnelle	**47 min**
Journaliste de radio	**Radio**		**38 min**
Journaliste télévision	**Télévision**		**42 min**
Journaliste de presse en ligne	**Media numérique**		**52 min**
Responsable d'organisation professionnelle de journalistes	**Organisation professionnelle**		**58 min**
Acteur institutionnel	**Institution étatique**		**44 min**

Source : notre enquête de terrain, entretiens réalisés de juin à août 2024.

Tableau 2. Profil des 70 répondants ivoiriens au questionnaire

Caractéristique	Effectif (n = 70)	Pourcentage
Sexe et ancienneté		
Femmes	22	31,4 %
Moins de 5 ans d'ancienneté	21	30,0 %
De 5 à 10 ans	26	37,1 %
Plus de 10 ans	23	32,9 %
Type de média déclaré		
Presse écrite	12	17,1 %
Radio	18	25,7 %
Télévision	14	20,0 %
Web	22	31,4 %
Autres	4	5,7 %
Statut		
Se déclarent journalistes professionnels	61	87,1 %
Exercent dans un média privé	49	70,0 %

Source : Notre enquête de terrain

1.2 Instruments

La collecte des données s'est appuyée sur deux instruments complémentaires. Un questionnaire et un guide d'entretien semi-directif. Le recours à ces deux outils répond à la nécessité de disposer, d'une part, de données chiffrées sur les perceptions des

journalistes et, d'autre part, de témoignages permettant de mieux comprendre les situations qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier.
Le questionnaire comprend 22 questions consacrées aux transformations du journalisme dans un environnement numérique. Pour les besoins du présent article, nous avons retenu les réponses qui permettent d'examiner plus directement le rapport des journalistes à la désinformation. Une attention particulière a été accordée à leur perception des changements introduits par le numérique, à l'adaptation de leurs rédactions et aux formations dont ils ont pu bénéficier. Nous nous sommes également intéressés à la manière dont ils évaluent leur capacité à faire face aux fakes news et aux deepfakes, ainsi qu'au regard qu'ils portent sur le niveau de formation des citoyens aux usages numériques.
Le questionnaire invitait par ailleurs les répondants à se prononcer sur la place des journalistes dans les dérives informationnelles. Ils pouvaient ainsi se considérer principalement comme des victimes, comme des acteurs ou comme étant à la fois acteurs et victimes de ces phénomènes. Une autre question leur proposait d'identifier, parmi six difficultés, celles auxquelles ils étaient confrontés dans leur pratique professionnelle. Ces différentes réponses nous permettent d'apprécier la place qu'occupe la désinformation dans les préoccupations des journalistes, mais aussi de mettre en relation cette perception avec leur sentiment de préparation.
Les entretiens semi-directifs ont permis d'approfondir plusieurs aspects que les réponses au questionnaire ne suffisaient pas à expliquer. Organisés autour de cinq axes (tableau 1), ils ont porté sur la crédibilité de l'information et les pratiques de vérification, la pression de l'immédiateté et les arbitrages qu'elle impose, l'évolution des compétences et les besoins de formation, les contraintes économiques et organisationnelles des médias, ainsi que l'identité professionnelle. Les échanges ont également donné aux personnes interrogées la possibilité de revenir sur leurs expériences et de décrire les difficultés auxquelles elles sont confrontées lorsqu'elles doivent vérifier une information dans des délais parfois très courts.
Sur le plan éthique, les participants ont été informés de l'objet de la recherche et des conditions de leur participation. Leur anonymat a été garanti et leur accord a été sollicité pour l'enregistrement des entretiens. Les propos retenus dans l'analyse sont ainsi présentés sans mention de leur identité, en indiquant uniquement la fonction ou le type de média auquel appartient la personne interrogée.

1.3 Analyse

Pour chaque indicateur, nous présentons l'effectif, le pourcentage et un intervalle de confiance exact à 95 % selon la méthode de Clopper-Pearson. Lorsque le terme « majorité » est employé, nous vérifions si la proportion observée s'écarte significativement de 50 % à l'aide d'un test binomial exact bilatéral. Ces calculs ont été réalisés spécifiquement pour cet article. L'échantillon n'étant pas probabiliste, ces intervalles et ces tests ne visent pas à généraliser les résultats à l'ensemble des journalistes ivoiriens. Ils servent plutôt à apprécier avec prudence la solidité de chaque estimation. Par ailleurs, les données disponibles correspondent à des résultats par question : nous n'avons pas pu croiser les réponses individuelles, par exemple entre formation reçue et sentiment d'être outillé, ou entre type de média et formation.

Les entretiens ont été transcrits, puis découpés en unités de sens et regroupés par thèmes selon une démarche d'analyse thématique inspirée de Bardin (2013). Les extraits sont identifiés uniquement par la fonction de la personne interrogée ou son type de média.

2. Résultats

2.1 Une contrainte citée par presque tous

La désinformation apparaît comme la contrainte la plus souvent citée : 61 répondants sur 70, soit 87,1 %, la mentionnent, devant la pression de l'immédiateté (81,4 % ; 70,3-89,7 %). Les deux intervalles se chevauchent toutefois largement ; il serait donc excessif d'affirmer que la première domine nettement la seconde. Viennent ensuite le manque de formation (68,6 %), l'insuffisance des équipements (60,0 %), la baisse des revenus des médias (55,7 %) et la concurrence des influenceurs (51,4 %). Les trois dernières proportions ne se distinguent pas statistiquement de 50 % (tableau 3).

Les répondants décrivent aussi un secteur fragile. Parmi eux, 44 sur 70 (62,9 %) connaissent un média qui a disparu ou qui a été sérieusement fragilisé par le numérique, et 47 (67,1 %) estiment que le numérique a eu un impact sur le chiffre d'affaires des médias. Ces deux résultats dépassent la moitié des répondants, de justesse pour le premier et plus nettement pour le second (tableau 3).

Ces difficultés ne signifient pas pour autant que les journalistes rejettent le numérique. Une majorité nette le considère comme une opportunité ou une force (74,3 %), contre 25,7 % qui y voient une menace ou une faiblesse. Par ailleurs, 68,6 % estiment que son impact sur leurs pratiques est fort ou grave. Le numérique apparaît donc à la fois comme une transformation importante du métier et comme une évolution globalement perçue de manière favorable. C'est précisément ce contraste qui rend la question de la préparation particulièrement saillante.

Tableau 3. Contraintes citées, perception d'ensemble, impact du numérique et fragilité économique des médias

Indicateur	Effectif	%	IC à 95 % (%)	p (écart à 50 %)
Contraintes citées par les journalistes (réponses multiples)				
Fake news et désinformation	61/70	87,1 %	77,0 – 93,9	< 0,001
Pression de l'immédiateté	57/70	81,4 %	70,3 – 89,7	< 0,001
Manque de formation	48/70	68,6 %	56,4 – 79,1	0,003
Insuffisance des équipements	42/70	60,0 %	47,6 – 71,5	0,120
Baisse des revenus des médias	39/70	55,7 %	43,3 – 67,6	0,403
Concurrence des influenceurs	36/70	51,4 %	39,2 – 63,6	0,905
Perception d'ensemble du numérique				
Opportunité ou force	52/70	74,3 %	62,4 – 84,0	< 0,001
Menace ou faiblesse	18/70	25,7 %	16,0 – 37,6	< 0,001
Niveau d'impact sur les pratiques				
Impact jugé fort ou grave	48/70	68,6 %	56,4 – 79,1	0,003
Fragilité économique des médias				
Connaît un média disparu ou fortement fragilisé	44/70	62,9 %	50,5 – 74,1	0,041
Estime que le numérique a eu un impact sur le chiffre d'affaires des médias	47/70	67,1 %	54,9 – 77,9	0,006

Source : enquête de terrain. IC : intervalle de confiance exact à 95 % (Clopper-Pearson) : test binomial exact bilatéral contre 50 %. Contraintes : réponses multiples à choisir dans une liste de six.

2.2 Un sentiment de préparation en retrait

Le sentiment de préparation reste pourtant limité. Seuls 24 répondants sur 70 (34,3 %) estiment disposer d'outils suffisants pour faire face aux fakes news et aux deepfakes. À l'inverse, 46 (65,7 % ; 53,4-76,7 %) ne se jugent pas suffisamment outillés,

une proportion qui s'écarte significativement de 50 % (p = 0,012). La formation concerne 31 journalistes (44,3 %), tandis que 39 (55,7 %) déclarent n'avoir reçu aucune formation spécifique aux outils numériques. Avec un intervalle compris entre 43,3 et 67,6 %, cette dernière proportion ne permet toutefois pas de conclure à une majorité statistiquement établie (tableau 4).

La comparaison de ces deux totaux apporte un éclairage supplémentaire. Le nombre de journalistes ayant reçu une formation (31) est supérieur à celui des journalistes qui se sentent effectivement outillés (24). Même dans l'hypothèse où tous les journalistes se déclarant outillés auraient été formés, au moins 7 des 31 personnes formées, soit 22,6 %, ne se sentiraient pas suffisamment armées. Ce résultat constitue un minimum calculé à partir des seuls totaux ; le croisement réel des réponses pourrait révéler un nombre plus important de journalistes formés mais ne se sentant pas outillés.

Le regard porté sur la préparation des autres est également critique. Pour 50 répondants (71,4 % ; 59,4-81,6 %), les citoyens ne sont pas suffisamment formés aux usages numériques. L'évaluation de leur propre rédaction est, en revanche, beaucoup plus partagée, ainsi 33 journalistes (47,1 %) la jugent suffisamment adaptée, tandis que 37 (52,9 %) répondent « non » ou « pas vraiment ». Cette dernière proportion ne se distingue pas statistiquement de 50 % (p = 0,72).

Tableau 4. Préparation face à la désinformation

Indicateur	Effectif	%	IC à 95 % (%)	p (écart à 50 %)
Préparation face à la désinformation				
Aucune formation spécifique aux outils numériques	39/70	55,7 %	43,3 – 67,6	0,403
Ne se sent pas suffisamment outillé face aux fakes news et aux deepfakes	46/70	65,7 %	53,4 – 76,7	0,012
Estime les citoyens insuffisamment formés au numérique	50/70	71,4 %	59,4 – 81,6	< 0,001
Juge sa rédaction insuffisamment adaptée (« non » ou « pas vraiment »)	37/70	52,9 %	40,6 – 64,9	0,720

Source : notre enquête de terrain

2.3 Victimes, acteurs, ou les deux

Lorsqu'ils sont interrogés sur la place des journalistes dans les dérives informationnelles, 31 répondants (44,3 %) se présentent principalement comme des victimes, 28 (40,0 %) se considèrent à la fois comme acteurs et victimes, et 11 seulement (15,7 % ; 8,1-26,4 %) se définissent principalement comme acteurs (tableau 5). Le regroupement des réponses nuance toutefois cette première lecture : 59 journalistes, soit 84,3 %, se reconnaissent victimes au moins en partie, mais 39, soit 55,7 %, admettent aussi être acteurs au moins en partie. Autrement dit, plus de la moitié reconnaissent une part de responsabilité, même si peu d'entre eux la placent au premier plan.

Tableau 5. Place des journalistes dans les dérives informationnelles

Indicateur	Effectif	%	IC à 95 % (%)	p (écart à 50 %)
Les journalistes face aux dérives informationnelles : acteurs ou victimes ?				
Principalement victimes	31/70	44,3 %	32,4 – 56,7	—
À la fois acteurs et victimes	28/70	40,0 %	28,5 – 52,4	—
Principalement acteurs	11/70	15,7 %	8,1 – 26,4	—
Regroupements				
Victimes, au moins en partie	59/70	84,3 %	73,6 – 91,9	—
Acteurs, au moins en partie	39/70	55,7 %	43,3 – 67,6	—

Source : Notre enquête de terrain

2.4 Ce que disent les entretiens

Les entretiens donnent d'abord à voir une crédibilité qui se brouille. Plusieurs enquêtés décrivent un public désorienté, dans un espace où l'information se confond parfois avec l'opinion. « Aujourd'hui, le public ne sait plus qui croire », confie un journaliste de presse écrite. Un journaliste de presse en ligne ajoute que « sur Internet, une fausse information peut avoir plus d'impact qu'un article bien vérifié ». Un journaliste de radio résume la situation en ces termes : « Tout le monde publie, tout le monde parle, mais peu vérifient ».

Cette confusion est étroitement liée à la question du temps. Plusieurs journalistes décrivent la rapidité moins comme un choix que comme une obligation professionnelle : « Si tu attends trop, l'information circule déjà sur Facebook » (journaliste presse en ligne) ; « La rapidité est devenue une obligation, pas un choix » (journaliste presse écrite). Certains reconnaissent alors céder à cette pression : « On est obligé de suivre le rythme, même quand l'information n'est pas totalement confirmée » (journaliste audiovisuel) ; « Le numérique nous pousse parfois à publier avant de vérifier » (journaliste télévision) ; « On publie d'abord, on corrige après » (journaliste presse en ligne). Pour l'un d'eux, cette situation traduit « une vraie tension entre l'éthique et la course à l'audience » (journaliste presse écrite). Les réseaux sociaux apparaissent ainsi à la fois comme une source incontournable et comme un espace où la vérification est particulièrement mise à l'épreuve : « Sur les réseaux, tout le monde publie sans vérifier ».

Les entretiens mettent aussi en évidence un décalage entre l'évolution du métier et celle de la formation. « Le métier a évolué, mais la formation n'a pas toujours suivi », observe un responsable d'organisation professionnelle. Un journaliste de radio rappelle que « l'on apprend souvent sur le tas », tandis qu'un autre souligne qu'« aujourd'hui, un journaliste doit savoir écrire, filmer, monter et publier, sinon il est dépassé ». À cette exigence de polyvalence s'ajoute une fragilité économique récurrente. « Les médias ont des pages Facebook, mais ça ne paie pas les salaires », note un journaliste de télévision. Un journaliste de presse écrite estime que « beaucoup de journalistes survivent plus qu'ils ne vivent du métier », quand un autre affirme que « le numérique a cassé l'économie de la presse ».

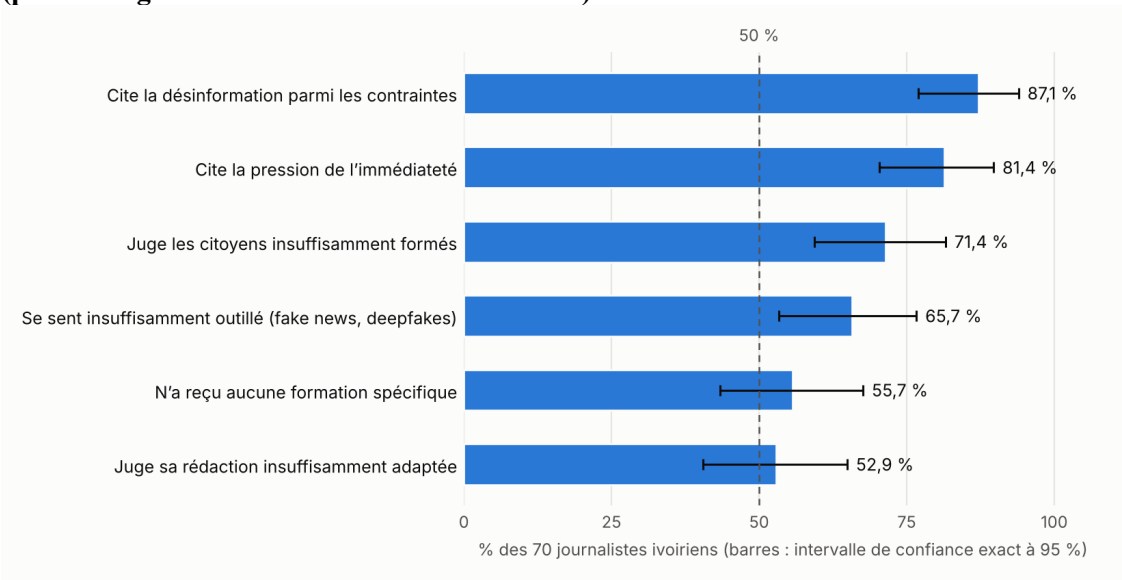
Enfin, les transformations numériques interrogent l'identité même du journaliste. La concurrence des producteurs non professionnels est vécue comme un enjeu de légitimité : « Certains ont plus d'audience que nous, sans être journalistes » (journaliste presse en ligne) ; « Influenceur, blogueur, journaliste, créateurs de contenu... les frontières sont floues » (responsable de rédaction). Sur le plan de la régulation, un acteur institutionnel considère que « les lois actuelles ne prennent pas suffisamment en compte le numérique », tandis qu'un responsable d'organisation de journalistes appelle à « encadrer sans censurer ». Plusieurs enquêtés voient aussi dans cette situation la possibilité d'un élargissement du rôle journalistique : « Le journaliste ne fait plus seulement de

l'information, il explique, il sensibilise » (journaliste presse écrite) ; « On est appelé à jouer un rôle d'éducation numérique » (journaliste formateur).

2.5 Vue d'ensemble

La figure 1 permet de rapprocher les indicateurs d'exposition aux contraintes et ceux liés à la préparation. Un gradient se dessine clairement : la désinformation et la pression de l'immédiateté sont citées par plus de huit répondants sur dix, avec des intervalles de confiance qui ne touchent pas 50 %. Les indicateurs relatifs au manque de préparation sont plus modérés et plus incertains ; pour la formation et l'adaptation des rédactions, l'intervalle de confiance inclut 50 %.

Figure 1. Exposition à la désinformation et préparation : 70 journalistes ivoiriens (pourcentage et intervalle de confiance à 95 %)



Source : enquête de terrain. La ligne pointillée marque 50 %.

3. Discussion

3.1 Un consensus sur le problème (P1)

La première proposition est confirmée, 87,1 % des répondants citent la désinformation et la borne basse de l'intervalle de confiance reste élevée (77,0 %). Cette lecture doit toutefois être nuancée. La question était fermée et proposait six contraintes parmi lesquelles figurait déjà la désinformation. Le résultat mesure donc l'adhésion à une difficulté proposée plutôt qu'une évocation entièrement spontanée. Les entretiens, dans lesquels la désinformation apparaît sans être suggérée de la même manière, confortent néanmoins ce constat.

Un autre élément mérite d'être souligné. En effet, la désinformation et la pression de l'immédiateté obtiennent des niveaux très proches (87,1 % et 81,4 %). Les entretiens montrent d'ailleurs que les journalistes relient fréquemment les deux phénomènes. Plus l'information circule vite, moins le temps disponible pour la vérifier est important. Dans cette perspective, séparer strictement la désinformation de l'immédiateté serait artificiel, ainsi pour les enquêtés, le problème tient autant à la circulation de contenus faux qu'aux conditions temporelles dans lesquelles ils doivent être vérifiés.

3.2 Exposé mais peu outillé (P2)

La deuxième proposition est elle aussi confirmée, mais avec une nuance importante. Le sentiment de ne pas être suffisamment outillé est le résultat le plus net (65,7 %, $p = 0,012$). En revanche, l'absence de formation (55,7 %) et l'inadaptation des

rédactions (52,9 %) ne se distinguent pas statistiquement d'un partage moitié-moitié. Il serait donc imprudent d'affirmer que « la majorité » des journalistes n'est pas formée. Les données montrent plutôt qu'une proportion importante, proche de la moitié, ne l'est pas. Cette nuance déplace le diagnostic : le problème ne tient pas seulement à l'existence ou à l'absence de formations, mais aussi à leur capacité à répondre concrètement aux besoins.

Si la formation suffisait à elle seule à préparer les journalistes, la proportion de ceux qui se sentent outillés devrait au moins être comparable à celle des journalistes formés. Or elle lui est inférieure (34,3 % contre 44,3 %), et au moins 7 des 31 journalistes formés ne se sentent pas suffisamment outillés. Ce décalage suggère que le contenu, le format ou le moment de certaines formations ne répondent pas toujours aux situations rencontrées dans les rédactions. La distinction proposée par la sociologie des usages entre adoption et appropriation prend ici tout son sens : avoir suivi une formation aux outils numériques ne signifie pas nécessairement avoir acquis les réflexes de vérification exigés par la désinformation (Perriault, 1989 ; Proulx, 2005). Cette interprétation reste toutefois une hypothèse, car le croisement des réponses individuelles permettrait seul de la tester directement ; nos données ne le permettent pas.

Ce déficit s'inscrit aussi dans une fragilité plus ancienne. Dans la presse ivoirienne des années 1990 et 2000, une partie importante des journalistes apprenait déjà le métier sur le tas (Étude sur la formation des journalistes ivoiriens, s. d.). Les propos recueillis aujourd'hui font écho à cette situation : « On apprend souvent sur le tas ». Le numérique n'a donc pas créé ce problème de formation, mais il en augmente le coût professionnel, puisque l'erreur peut désormais circuler en quelques minutes.

3.3 Vitesse, vérification et économie

Les entretiens montrent également que l'arbitrage entre vitesse et vérification ne peut être isolé des conditions économiques dans lesquelles travaillent les médias. Les résultats du questionnaire vont dans le même sens : 62,9 % des répondants connaissent un média disparu ou fortement fragilisé par le numérique, et 67,1 % estiment que celui-ci a eu un impact sur le chiffre d'affaires des médias (tableau 3). Dans un secteur où, selon les enquêtés, « ça ne paie pas les salaires » et où l'on « survit plus qu'on ne vit », la course à l'audience peut devenir une condition de maintien. Dans ce contexte, le temps consacré à la vérification représente aussi un coût. La grille de Deuze (2005) permet de lire cette tension comme la mise en concurrence de deux valeurs de l'idéologie professionnelle : l'immédiateté et l'éthique.

Cette interprétation doit cependant rester prudente. Nos données ne mesurent ni le temps effectivement consacré à la vérification ni les décisions de publication observées en situation. Elles reposent sur des déclarations et des récits. Elles montrent néanmoins que les journalistes eux-mêmes relient leurs arbitrages à des contraintes d'organisation et de moyens, et pas uniquement à des choix individuels.

3.4 Victimes ou acteurs : une image de soi plus nuancée qu'il n'y paraît (P3)

La troisième hypothèse se vérifie, mais avec une nuance qui compte. Dans le questionnaire, l'image de la victime l'emporte nettement : 84,3 % des répondants se reconnaissent victimes au moins en partie (IC à 95 % : 73,6-91,9), contre 55,7 % qui se reconnaissent aussi acteurs (43,3-67,6), et seuls 15,7 % se disent principalement acteurs. Les deux intervalles ne se chevauchent pas, ce qui va dans le sens attendu, même si ces proportions portent sur les mêmes personnes et ne servent ici que de repère. Les entretiens, eux, laissent apparaître des pratiques qui s'accordent mal avec cette image, comme le résume la formule « on publie d'abord, on corrige après ». Le décalage entre l'image de soi et les pratiques racontées existe donc bien, mais il est moins tranché

qu'on aurait pu le croire : plus de la moitié des journalistes admettent une part de responsabilité. Ils ne la nient pas ; ils la placent plutôt au second plan.
Comment comprendre cet écart ? On peut y voir une manière de préserver l'identité professionnelle dans un champ où les frontières du métier se déplacent et où des producteurs non professionnels, parfois mieux dotés en audience, contestent la légitimité des journalistes (Ruellan, 2007). Il est sans doute plus facile de se présenter comme victime d'un environnement informationnel désordonné que comme responsable de la circulation d'informations insuffisamment vérifiées. Cette lecture reste toutefois prudente : les réponses déclaratives peuvent être influencées par la désirabilité sociale, que notre dispositif ne permet pas de mesurer.
Les entretiens ouvrent enfin une autre piste : plusieurs journalistes voient dans la lutte contre la désinformation l'occasion d'élargir leur rôle professionnel. Ils ne seraient plus seulement chargés d'informer, mais aussi d'expliquer et de sensibiliser. Cette perspective rejoint le fait que 71,4 % des répondants jugent les citoyens insuffisamment formés aux usages numériques. Elle suppose néanmoins de résoudre au préalable la question de la préparation des journalistes eux-mêmes.

3.5 Limites de l'étude

Cette étude présente plusieurs limites qu'il convient de garder à l'esprit. L'échantillon est non probabiliste, de taille modeste (70 personnes) et principalement concentré dans la capitale économique. Les données sont déclaratives et ont été recueillies à un moment donné. La liste fermée de six contraintes peut également orienter les réponses. De plus, la question sur l'outillage regroupe les fakes news et les deepfakes, sans permettre de savoir précisément ce que chaque répondant avait en tête ; l'usage de l'intelligence artificielle, notamment générative, n'est pas mesuré en tant que tel. Les extraits d'entretiens illustrent des thèmes sans en indiquer la fréquence. Enfin, nous ne disposons que de résultats agrégés par question, sans croisement individuel. Or des croisements tels que formation et outillage, type de média et formation, ou encore ancienneté et attitude, seraient particulièrement utiles pour mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre.

3.6 Implications

Les résultats de cette étude permettent d'envisager plusieurs pistes pour aider les journalistes à mieux faire face à la désinformation. La première concerne la formation continue. Au-delà de la maîtrise des outils numériques, il apparaît nécessaire de renforcer les compétences des journalistes en matière de vérification de l'information. Les formations pourraient ainsi accorder une plus grande place à des exercices pratiques portant sur la vérification des sources et des images, l'identification des contenus manipulés ou encore les méthodes permettant de vérifier une information dans des délais réduits.
La deuxième piste porte sur le fonctionnement des rédactions. La lutte contre la désinformation ne peut reposer uniquement sur la vigilance individuelle des journalistes. Elle suppose également une organisation du travail qui accorde une place réelle à la vérification. La mise en place de procédures internes, la désignation de personnes chargées de vérifier certaines informations ou encore l'adoption de règles claires pour corriger les erreurs après publication pourraient contribuer à améliorer la fiabilité des contenus diffusés.
Enfin, la Côte d'Ivoire dispose déjà de plusieurs initiatives et structures engagées dans la lutte contre la désinformation, notamment IvoireCheck, BLOC Anti-Fake et les instances d'autorégulation de la profession. Toutefois, notre enquête ne permet pas de déterminer dans quelle mesure ces dispositifs sont connus et utilisés par les journalistes dans leur travail quotidien. Cette question mériterait d'être approfondie dans de futures recherches. Elle renvoie également aux attentes exprimées par certains enquêtés

concernant l'évolution du cadre réglementaire. Pour ces professionnels, il s'agit de mieux répondre aux défis posés par le numérique, sans compromettre la liberté de la presse. Comme le résume l'un des participants, l'enjeu est d'« encadrer sans censurer ».

Conclusion

Chez les journalistes ivoiriens interrogés, la désinformation apparaît comme l'un des principaux problèmes associés au numérique, et cette difficulté est clairement identifiée, puisque 87,1 % des répondants la citent. Le décalage se situe ailleurs, du côté de la préparation. Près de deux journalistes sur trois ne se sentent pas suffisamment outillés, environ la moitié déclarent n'avoir reçu aucune formation spécifique et, même parmi ceux qui ont été formés, tous ne se sentent pas pour autant préparés. Les entretiens montrent également que l'arbitrage entre vitesse et vérification s'inscrit dans un contexte économique fragile. Enfin, les journalistes se présentent plus volontiers comme victimes des dérives informationnelles, tout en reconnaissant, pour plus de la moitié d'entre eux, une part de responsabilité.

Ces résultats ouvrent plusieurs prolongements. L'exploitation de la base de données individuelle permettrait d'abord de croiser la formation, le sentiment d'être outillé, le type de média et l'ancienneté afin d'identifier d'éventuels profils plus exposés. Une observation directe des rédactions permettrait ensuite de documenter la manière dont les décisions de publication sont réellement prises sous pression. Enfin, il serait utile de mesurer l'usage effectif des dispositifs de vérification déjà disponibles afin de mieux comprendre ce qui, au-delà de la formation, peut renforcer la capacité des journalistes à faire face à la désinformation.

Références Bibliographiques

Abidjan.Net, « TIC : lancement à Abidjan du projet Bloc Anti-Fake », *news.abidjan.net*, 2025. https://news.abidjan.net/articles/740221/tic-lancement-a-abidjan-du-projet-bloc-anti-fake

Bardin Laurence, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses universitaires de France, 2013.

Bineau-Frampton Mathis, Demers Josiane, Khuth Sovanndanny, « La désinformation au Mali : analyse des métarécits dans l'écosystème numérique », Les Éditions de l'Université de Sherbrooke (ÉDUS), 2025, https://doi.org/10.17118/11143/22560

Degand Amandine, « Le multimédia face à l'immédiat », *Communication*, vol. 29, n° 1, 2011 (en ligne 2013). DOI : 10.4000/communication.2342.

Deslauriers Jean-Pierre, Kérisit Michelle, « Le devis de recherche qualitative », dans POUPART Jean *et al.*, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, 1997.

Deuze Mark, « What is Journalism ? Professional Identity and Ideology of Journalists Reconsidered », *Journalism*, vol. 6, n° 4, 2005, p. 442-464.

Étude sur la formation des journalistes ivoiriens de 1990 À 2005, rapport, s. d. https://gret.org/wp-content/uploads/2021/12/07743.pdf

Frère Marie-Soleil, *Journalismes d'Afrique*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2016 (rééd. 2020).

Ghiglione Rodolphe, Matalon Benoît, *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratique*, Paris, Armand Colin, 1998.

Ibitowa Philippe**,** « Contribution de la presse en ligne à la lutte contre les fake news en lien avec le COVID-19 en Côte d'Ivoire : cas du projet ivoirecovid19check.com », *African Scientific Journal*, vol. 3, n° 14, 2022, p. 166-191, DOI 10.5281/zenodo.7256670.

N'guessan Kouassi Akpan Désiré, Kouacou N'goran Jacques (2023). De l'impact des technologies de l'information et de la communication : quand la rumeur prend le pouvoir. 533-520 ,(3)8 ,افاق للعلوم. https://asjp.cerist.dz/en/article/223084

Mercier Arnaud, Pignard-Cheynel Nathalie, « Mutations du journalisme à l'ère du numérique : un état des travaux », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 5, 2014. DOI : 10.4000/rfsic.1097.

Perriault Jacques, *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer*, Paris, Flammarion, 1989.

Proulx Serge, « Penser les usages des technologies de l'information et de la communication aujourd'hui : enjeux, modèles, tendances », dans VIEIRA Lise, PINÈDE Nathalie (dir.), *Enjeux et usages des TIC. Aspects sociaux et culturels*, tome 1, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2005, p. 7-20.

Ruellan Denis, *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2007.

Wardle Claire, Derakhshan Hossein, *Information Disorder: Toward an Interdisciplinary Framework for Research and Policy Making*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2017.